

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 02/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE DES CARRIERES DU LAVEDAN

LD LAYOUS
RN 21
65100 VIGER

Références : 2022-0793-Dp
Code AIOT : 0006801196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement société des CARRIERES DU LAVEDAN implanté lieu dit "Layouts" route nationale 21 à VIGER (65100). L'inspection a été annoncée le 17 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 03 octobre 2022, l'exploitant informait l'inspection qu'un acte suicidaire avait eu lieu dans la carrière qu'il exploite sur la commune de Viger (65). La victime ne faisait pas partie du personnel de l'entreprise.

Dans ce contexte, l'inspection a décidé de procéder à une inspection visant spécifiquement les dispositifs de sécurité du site et notamment la présence et l'état des clôtures et pancartes interdisant l'accès au site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DU LAVEDAN
- LD LAYOUS RN 21 65100 VIGER
- Code AIOT : 0006801196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "Carrières du LAVEDAN" bénéficie de l'autorisation d'exploiter n°2002-120-02 du 30 avril 2002 modifié une carrière de calcaire et de dolomie sur le territoire de la commune de VIGER au lieu

dit "Pied d'Alian".

La superficie autorisée est de 9ha45a pour une superficie exploitable d'environ 4,2 ha. La production maximale est fixée à 149 000 tonnes par an et l'autorisation est valable jusqu'au 30 avril 2035.

La carrière rachetée en 2021 par le groupe EUROVIA a fait l'objet d'une demande de modification des conditions d'exploitation, du secteur Nord incluant une zone dite zone "gréseuse".

L'accès à cette zone nécessite l'accès à une piste interne dont l'usage était conditionné à la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2015292-0008 du 19 octobre 2015.

Suite à l'inspection du 7 mars 2022, l'arrêté préfectoral n°65-2022-03-28-00004 du 28 mars 2022 a abrogé l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité du public suivant l'Art. 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et articles 22 et 23 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014083-0049 du 24 mars 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 23	Lettre de suite préfectorale	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité du public.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
2	Signalisation	Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, les dispositifs présents pour garantir l'interdiction d'accès au site sont en place pour la partie basse de la carrière, zone dans laquelle l'accident a eu lieu .

L'inspection demande à l'exploitant de confirmer sous trois mois ~~du respect des dispositions visant la sécurité des tiers sur le secteur supérieur de la carrière.~~

la présence, sur les zones supérieures de la carrière, de clôtures, pancartes... assurant l'interdiction d'accès aux fronts supérieurs pour les tiers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité du public.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : L'inspection a constaté la présence de portails et de clôtures sur la zone basse de la carrière. L'inspection a vérifié le bon fonctionnement du dispositif de fermeture du portail principal d'entrée au site. Un ancien portail d'accès présent en partie Nord du site est cadenassé. Un dispositif de vidéo-surveillance est présent et opérationnel, son objectif est d'assurer la surveillance des bâtiments et atelier ainsi que l'accès principal de la carrière. Ce dispositif n'a pas permis d'identifier l'intrusion sur le site. L'inspection conclut que pour la zone basse de la carrière (fronts du carreau inférieur) les dispositifs existants répondent à l'obligation réglementaire d'interdiction d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 22
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès et en tout autre point le justifiant.
Constats : L'inspection a constaté la présence de panneaux, en bon état, en périphérie du site informant les tiers de l'interdiction de pénétrer sur le site. Pendant les heures d'ouverture, les tiers sont invités à se présenter à l'accueil. La situation constatée est conforme à l'exigence réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2014, article 23
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et toutes les zones en cours d'extraction non remises en état ainsi que toutes les parties non récolées, doivent être efficacement clôturées (la taille et le type de clôtures sont adaptés aux enjeux). Les accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation sont interdits par une clôture efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et d'autre part, à proximité des zones clôturées. Ces dispositions concernent aussi toutes les zones présentant un risque spécifique tels les bassins de décantation.
Constats : L'inspection n'a portée que sur la zone des installations et d'exploitation basse de la carrière, secteur dans lequel l'accident a eu lieu. Ainsi il a pu être constaté la présence et l'intégrité de l'ensemble des clôtures et fermetures périphériques du site mais aussi la sécurisation du bassin à proximité du portail d'entrée (présence de clôture (grillage), panneaux et bouée). Par ailleurs, la piste permettant l'accès aux fronts supérieurs de la carrière et surplombant le carreau inférieur est fermée par une barrière interne, complétée par une signalisation adéquate d'interdiction d'emprunt. En revanche la topographie particulièrement accidentée de la zone haute de la carrière n'a pas permis de conduire l'inspection des clôtures dans ce secteur. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la vérification des zones supérieures de la carrière et, le cas échéant, de procéder aux actions correctives (clôtures, pancartes...) afin de s'assurer de l'interdiction d'accès aux fronts supérieurs de la carrière pour les tiers. L'exploitant informera l'inspection sous trois mois des résultats de l'action conduite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois